

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

=====

COMITE NATIONAL DE LA RECHERCHE  
AGRONOMIQUE

=====

SECRETARIAT PERMANENT

REPUBLIQUE DU MALI  
Un Peuple - Un But - Une Foi

**EVALUATION EXTERNE DU PROGRAMME  
ECONOMIE DES FILIÈRES (ECOFIL)**

*du 15 au 30 mars 1997*

*Equipe d'évaluation*

M. Alain LE MASSON  
Dr. Mantalla COULIBALY  
Mme. MARIKO Fadima SIBY  
Dr. Josué DIONE  
Dr. Daouda DIARRA

CIRAD-EMVT/Montpellier	Zootechnicien
Primature/Mali	Vétérinaire
UCODAL/Mali	Ing. technologue alimentaire
PRISAS/INSAH/Mali	Economiste Agricole
CEF/Mali	Economiste rural

## TABLE DES MATIERES

<b>TABLE DES MATIERES .....</b>	<b>2</b>
<b>LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS .....</b>	<b>3</b>
<b>CHAPITRE I: OBJET DE LA MISSION ET METHODOLOGIE DE TRAVAIL.....</b>	<b>6</b>
<b>CHAPITRE II: SYNTHESE DES ENTRETIENS AVEC LES PARTENAIRES DU PROGRAMME ECONOMIE DES FILIERES.....</b>	<b>9</b>
2.1. LE SYSTEME D'INFORMATION DU MARCHE CEREALIER (SIM/OPAM).....	9
2.2. LE PROGRAMME DE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL EN MATIERE .....	9
DE RECHERCHE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE AU SAHEL (PRISAS) .....	9
2.3. LE PROGRAMME FONDS DE DEVELOPPEMENT VILLAGEOIS DE SEGOU (P.F.D.V.S) .....	11
2.4. L'OFFICE DU NIGER (O.N) .....	12
2.5. LE SERVICE SEMENCIER NATIONAL (SSN).....	13
2.6. LE CENTRE REGIONAL DE RECHERCHE AGRONOMIQUE DE NIONO .....	14
2.7. LE CENTRE REGIONAL DE RECHERCHE AGRICOLE DE SIKASSO.....	15
2.8. « SENE YIRIWA SO » A BOUGOUNI .....	17
2.9. LE LABORATOIRE DE TECHNOLOGIE ALIMENTAIRE (LTA) .....	17
2.10. LA CELLULE DE PLANIFICATION STATISTIQUES (CPS).....	19
2.11. L'ASSEMBLEE PERMANENTE DES CHAMBRES D'AGRICULTURE DU MALI (APCAM).....	20
2.12. L'ex-INSTITUT POLYTECHNIQUE RURAL DE KATIBOUGOU, TRANSFORME EN IFRA/IPR, INSTITUT DE FORMATION ET DE RECHERCHE APPLIQUEE .....	20
<b>CHAPITRE III: EVALUATION DES ACTIVITES DU PROGRAMME ECOFIL .....</b>	<b>22</b>
A. EVALUATION DES ACQUIS DE LA RECHERCHE .....	22
B. QUALITE SCIENTIFIQUE ET PERTINENCE DES ACTIVITES EN COURS D'EXECUTION .....	22
C. ANALYSE DU SYSTEME DE PROGRAMMATION ET DE SUIVI-EVALUATION DE LA RECHERCHE .....	23
D. ANALYSE DU SYSTEME D'INFORMATION ET DE VALORISATION DES RESULTATS DE LA RECHERCHE: PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES OU DESTINES AUX SERVICES DE DEVELOPPEMENT.....	25
E-F. ANALYSE DU CADRE DE COLLABORATION DE ECOFIL AVEC LES INSTITUTIONS (NATIONALES ET ETRANGERES) ET RELATIONS CHERCHEURS -UTILISATEURS .....	25
G. ANALYSE DE LA STRATEGIE DE COLLABORATION ENTRE ECOFIL ET LES PROGRAMMES THEMATIQUES POUR PRENDRE EN COMPTE L'ASPECT SOCIO- ECONOMIQUE DANS LES ACTIVITES DE RECHERCHE .....	30
H. EXAMEN DU FONCTIONNEMENT DE LA STRUCTURE ET ANALYSE DE SON INCIDENCE SUR LA PERFORMANCE DES CHERCHEURS .....	30
<b>CHAPITRE IV: CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>35</b>
1. FORMATION.....	35
2. VALORISATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS DE RECHERCHE.....	36
3. FINANCEMENT ET FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME ECOFIL .....	36
4. RELATIONS AVEC SES PARTENAIRES .....	37
5. LES NOUVELLES ORIENTATIONS.....	37
<b>REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES .....</b>	<b>39</b>

## LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

<b>ADRAO :</b>	Association pour le Développement de la Riziculture en Afrique de l'Ouest
<b>AFTMIN :</b>	Réseau Africain d'information sur le commerce et la distribution des engrais
<b>APCAM :</b>	Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali
<b>BAD :</b>	Banque Africaine de Développement
<b>C.E.F :</b>	Consult Evaluations Formations
<b>CILSS :</b>	Comité Permanent Inter-Etats de lutttes Contre la Sécheresse dans le Sahel
<b>CIRAD :</b>	Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
<b>CNRA :</b>	Comité National de la Recherche Agronomique
<b>CORAF :</b>	Conférence sur la Recherche Agricole en Afrique Francophone
<b>CRRA :</b>	Centre Régional de la Recherche Agronomique
<b>CPS :</b>	Cellule de Planification et de Statistiques
<b>DEA :</b>	Diplôme d'Etude Approfondie
<b>DNE :</b>	Direction Nationale de l'Elevage
<b>DPAER :</b>	Département Planification Agricole et Economie Rurale
<b>DPE :</b>	Division Planification et Evaluation
<b>ECOFIL :</b>	Economie des Filières
<b>EPIC:</b>	Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial
<b>ESPGRN :</b>	Equipe Systèmes de Production et Gestion des Ressources Naturelles
<b>FAO:</b>	Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
<b>FIDA:</b>	Fonds International pour le Développement Agricole
<b>ICRA :</b>	Centre International pour la Recherche Agricole
<b>IER :</b>	Institut d'Economie Rurale

<b>IFDC:</b>	International Fertilizer Development Center
<b>IFRA/IPR :</b>	Institut de Formation et de Recherche Appliquée
<b>INSAH :</b>	Institut du Sahel
<b>IPR :</b>	Institut Polytechnique Rural de Katibougou
<b>LTA:</b>	Laboratoire de Technologie Alimentaire
<b>MDRE :</b>	Ministère du Développement Rural et de l'Environnement
<b>MS :</b>	Master of Science
<b>MSU:</b>	Michigan State University
<b>OMBEVI :</b>	Office Malienne du Bétail et de la Viande
<b>ON :</b>	Office du Niger
<b>OPAM :</b>	Office des Produits Agricoles du Mali
<b>Ph.D. :</b>	Doctorate of Philosophy
<b>PNRA :</b>	Programme National de Recherche Agronomique
<b>PFDVS :</b>	Projet Fonds de Développement Villageois de Ségou
<b>PRMC :</b>	Programme de Restructuration du Marché Céréaliier
<b>PRISAS :</b>	Programme Régional de Renforcement Institutionnel en Matière de Recherche sur la Sécurité Alimentaire au Sahel
<b>PSI :</b>	Pôle de Recherche sur les Systèmes Irrigués
<b>SENE YIRIWA SO :</b>	ONG qui s'occupe de l'auto-promotion et du développement intégré des communautés rurales
<b>SIM :</b>	Système d'Information du Marché céréaliier
<b>SIRPAO :</b>	Simulation Régionale de Politiques Agricoles en Afrique de l'Ouest
<b>SNRA :</b>	Systèmes Nationaux de Recherches Agricoles
<b>SPGRN :</b>	Système de Production et Gestion des Ressources Naturelles
<b>SSN :</b>	Service Semencier National

- SNRA :**       Systèmes Nationaux de Recherches Agricoles
- SPGRN :**     Système de Production et Gestion des Ressources Naturelles
- SSN :**        Service Semencier National
- USAID :**      Agence Américaine pour le Développement International

## CHAPITRE I: OBJET DE LA MISSION ET METHODOLOGIE DE TRAVAIL

Une mission d'experts chargée de l'évaluation externe du Programme de Recherche ECOFIL (Economie des filières) a évolué sur le terrain du 15 au 30 mars 1997 sur Ordre de mission n°000011 du 18 Mars 1997.

La composition de cette équipe mise sur pied par le Comité National de Recherche Agronomique (CNRA) en fonction des termes de références conçus par son Secrétariat Permanent était la suivante:

M. Alain LE MASSON Chercheur au CIRAD à Montpellier;

Dr Mantalla COULIBALY - Vétérinaire, Conseiller Technique à la Primature;

Mme MARIKO Fadima SIBY, Ingénieur technologue - U.CO.D.AL;

Dr Josué DIONE, Economiste agricole, Chercheur en Sécurité alimentaire, Institut du Sahel, CILSS, Bamako;

Dr Daouda DIARRA, Economiste agricole, Consultant du Bureau d'études C.E.F.

Afin d'appréhender dans toutes ses dimensions le travail accompli sur le terrain, il convient de rappeler de façon succincte les objectifs du programme ECOFIL tel qu'en lui-même.

En tant que principal maillon de la Recherche agronomique chargé, sous la tutelle de l'Institut d'Economie Rurale, de l'économie des filières bétail - viande, maïs et riz, le Programme se propose:

- a) de mieux faire comprendre les relations et interdépendances entre les différents acteurs du système agro-alimentaire en vue, entre autres, d'aider à un choix techniquement et économiquement judicieux quant à l'approvisionnement en intrants et la consommation;
- b) suite à un diagnostic quasi exhaustif des contraintes, de contribuer à l'identification des domaines porteurs en ce qui concerne l'amélioration de la productivité des filières concernées et, par delà elles, l'accroissement de la performance de l'ensemble du système alimentaire;
- c) dans l'optique d'amenuiser l'impact inhibiteur des diverses contraintes voire de juguler celles-ci, de mener des activités de Recherche pouvant en aval favoriser au mieux la prise de décision de politique embrassant le progrès des investigations rurales;
- d) enfin tenter d'orienter les activités des autres programmes en évoluant constamment en une

synergie de travail régie par le feed-back.

C'est sur un tel tableau de fond qu'ont été conçus les termes de références de la présente évaluation.

Leur but premier consiste à faire le point des acquis de la Recherche au niveau de certaines structures ayant des rapports avec ECOFIL (voir liste plus loin) tant à l'intérieur du pays qu'à Bamako.

Dans cette lancée, il est demandé à l'équipe d'experts de la présente mission de procéder à une analyse critique des activités en cours afin d'évaluer la qualité scientifique du travail des chercheurs.

En examinant ainsi de près les méthodologies appliquées, la nature des résultats en ce qu'ils recèlent en replicabilité et en pertinence face aux besoins réels des utilisateurs, la mission, par ses recommandations devra éclairer la Direction de l'Institut pour une amélioration plus rapide du rendement de ECOFIL.

Toutefois, il convient de signaler que les points A et G des tâches listées dans les termes de référence ne s'adaptent guère à la présente mission des Experts et gagneraient plutôt à être confiés à des thématiciens oeuvrant du reste sur un temps plus long.

Cette réserve faite, les termes de référence ont pu être respectés. Outre les séances de travail avec les chercheurs des structures enquêtées, la mission a effectué des visites de terrain et procédé à des entretiens avec des acteurs de base. Par ailleurs, elle a utilisé à bon escient la documentation mise à sa disposition par ECOFIL et par certains services d'encadrement. Sur la base de cette méthodologie de travail, les Experts ont été successivement reçus par:

- 1) le Système d'Information du Marché céréalier (SIM) à Bamako;
- 2) le Programme de Renforcement Institutionnel en Matière de Recherches sur la Sécurité Alimentaire au Sahel (PRISAS) de l'Institut du Sahel, CILSS;
- 3) le Projet Fonds de Développement Villageois de Ségou (PFDVS);
- 4) l'Office du Niger (ON) à Ségou;
- 5) le Service Semencier national (SSN) à Ségou;
- 6) le Centre Régional de Recherches Agronomiques (CRRA) de Niono;
- 7) le Centre Régional de Recherches Agronomiques (CRRA) de Cinzana;
- 8) le Centre Régional de Recherches Agronomiques (CRRA) de Sikasso;
- 9) le Bureau d'études « Sènèyiriwasso » de Bougouni;

- 10) la Cellule de Planification et de Statistiques (C.P.S) à Bamako;
- 11) le Laboratoire de Technologie Alimentaire (LTA) de Sotuba;
- 12) l'Institut Polytechnique Rural (IPR) de Katibougou;
- 13) l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali (APCAM) à Bamako.



## **CHAPITRE II: SYNTHÈSE DES ENTRETIENS AVEC LES PARTENAIRES DU PROGRAMME ÉCONOMIE DES FILIÈRES**

### **2.1. Le Système d'information du Marché Céréaliier (SIM/OPAM)**

Le Système d'information du Marché Céréaliier (SIM) est une cellule de l'Office des Produits Agricoles du Mali (OPAM) qui s'occupe de la collecte, de l'analyse et de la diffusion d'informations relatives aux prix et quantités des céréales sur les marchés. Financé par le Programme de Restructuration du Marché Céréaliier (PRMC), le SIM a été mis en place dans le cadre des mesures d'accompagnement du processus de libéralisation du marché céréaliier au Mali.

L'IER a participé en 1988 à la mise en place de la structure transitoire du système d'information sur les marchés qui a donné naissance par la suite à la forme actuelle appelée SIM. En 1989, le SIM a mis en place deux commissions (technique et consultative) dont l'ECOFIL est membre. La commission technique s'occupe de l'amélioration de l'outil méthodologique mis au point par le SIM. La commission consultative s'occupe des discussions des bulletins du SIM.

Par ailleurs, l'ECOFIL dans le cadre de ses activités de recherche, utilise les données (prix et quantités de céréales) collectées par le SIM. En retour certaines données de ECOFIL comme les coûts de production sont prises en compte par le SIM dans ses analyses du marché. Il faut noter en plus que les deux structures ont réalisé ensemble en 1994 une étude portant sur l'analyse de l'impact de la dévaluation sur le niveau des prix des céréales.

Le Chef de la cellule pense que les activités de sa structure sont complémentaires avec celles de l'ECOFIL. La participation de l'ECOFIL aux commissions technique et consultative du SIM permet de recueillir l'avis des chercheurs de ce programme sur les outils méthodologiques et les produits (Bulletins, et autres publications) du SIM. Toutefois, le SIM déplore l'insuffisance de supports de publication des acquis de recherche de ECOFIL. Un point souligné en terme de perspective de collaboration entre l'ECOFIL et le SIM porte sur la réalisation d'études comme celle proposée par la FAO sur les filières horticoles (fruits et légumes). En plus, une formalisation de leur relation permettrait d'obtenir le financement d'études conjointes. A l'image des recherches sur les coûts de production du riz, l'ECOFIL pourrait être sollicité pour établir des coûts de production des céréales sèches (mil, sorgho et maïs).

### **2.2. Le Programme de Renforcement Institutionnel en Matière**

#### ***de Recherche sur la Sécurité Alimentaire au Sahel (PRISAS)***

Le PRISAS est un programme de l'Institut du Sahel (INSAH) qui a pour objectif de renforcer les capacités institutionnelles des Systèmes Nationaux de Recherches (SNRA) en matière de

recherches sur les politiques et stratégies de Sécurité Alimentaire. Les interventions du PRISAS aux SNRA portent essentiellement sur:

- ◆ l'appui méthodologique;
- ◆ l'appui financier à travers des bourses de recherche;
- ◆ la réalisation d'études communes d'intérêt sous-régional;
- ◆ la diffusion des résultats de ces études;
- ◆ l'organisation d'ateliers de concertations entre les chercheurs.

La collaboration entre l'IER, depuis le temps des structures qui ont donné naissance à ECOFIL à savoir la DPE et la DPAER, et le PRISAS date de longtemps. De 1992 à 1994, les deux structures ont réalisé l'étude pilote sur la filière maïs qui a permis de jeter les bases de la méthodologie des études de filières agricoles au Mali. Dans le cadre de cette étude filière maïs, l'apport du PRISAS à la DPAER a consisté en un appui financier pour la réalisation de la phase de reconnaissance rapide et un appui méthodologique lors de la conception de et la planification de la phase des investigations approfondies.

Après le remplacement de la DPAER par ECOFIL, ce dernier est devenu le coordinateur national des études d'impact de la dévaluation du franc CFA sur la sécurité alimentaire au Sahel du PRISAS. Des études d'impact de cette mesure d'ajustement monétaire ont été entreprises sur des filières coton, bétail/viande, pomme de terre, et riz en tenant compte des programmes prioritaires de recherche sur le plan national. A travers ses ateliers, le PRISAS a permis de créer un cadre régional de concertation entre les chercheurs de ECOFIL et ceux des autres SNRA et de la sous-région.

Les études menées par ECOFIL dans ce cadre sont, de l'avis des responsables du PRISAS, bien conduites. Les difficultés de coordination entre les activités nationales de recherche dans le cadre du Programme National de Recherche Agronomique (PNRA) et celles régionales (confiées par PRISAS), ont favorisé l'avènement des bourses de recherche octroyées par le PRISAS à ECOFIL pour le financement de projets spécifiques.

Les responsables du PRISAS ont cependant tenu à signaler certaines contraintes qu'ils rencontrent dans la collaboration avec ECOFIL. Comme difficultés évoquées, il faut noter:

- ◆ les contraintes de programmation de la recherche au niveau de ECOFIL. Les cadres du PRISAS se posent des interrogations sur la gestion du temps des chercheurs de ECOFIL, qui, en plus des recherches programmées, doivent faire face à une demande importante de la part de partenaires nationaux pour la réalisation d'études ponctuelles;
- ◆ les difficultés de diffusion des résultats de recherche aux utilisateurs;
- ◆ les difficultés de valorisation des acquis des travaux collaboratifs PRISAS/ECOFIL.

Dans la perspective de mise en place d'un dispositif efficace de diffusion des résultats des travaux collaboratifs avec ECOFIL, le PRISAS souhaiterait dans l'avenir initier avec ECOFIL un bulletin destiné aux éventuels utilisateurs de leurs résultats (décideurs, cadres du développement rural, etc.). Dans un avenir proche, les chercheurs du programme pourraient publier leurs résultats dans la Revue Scientifique de l'INSAH qui est en projet.

### **2.3. Le Programme Fonds de Développement Villageois de Ségou (P.F.D.V.S)**

Initié en Novembre 1984 par le Gouvernement Malien et le Fonds International pour le Développement de l'Agriculture (FIDA), le Programme Fonds de Développement Villageois de Ségou (PFDVS) a connu deux phases d'exécution dont la première s'est étendue de 1984 à 1991 et la deuxième de 1992 à 1997.

Les objectifs du programme sont l'accroissement et la diversification de la production agricole en vue de contribuer à la sécurité alimentaire et de relever le niveau des revenus et l'amélioration des conditions de vie des populations de 220 villages sur les 514 que compte le cercle de Ségou; enfin la création des bases d'un développement autogéré par les communautés villageoises. Pour atteindre ces objectifs, le Programme se propose de réaliser les activités suivantes:

- ◆ Renforcement institutionnel de la zone encadrée par un appui à la constitution de fonds villageois, et la formation dans divers domaines;
- ◆ Amélioration et diversification des productions végétales et animales;
- ◆ Développement d'infrastructures rurales dont la réhabilitation de 100 km de piste, la réalisation de 82 forages équipés et la construction de magasins.

La collaboration du PFDVS avec l'Institut d'Economie Rurale (IER) date de plus de 10 ans. Cette collaboration a commencé avec la DPE et la DPAER qui ont participé à l'étude de faisabilité du Programme. Après le remplacement de la DPAER par le Programme ECOFIL, ce dernier a réalisé:

- ◆ l'étude de base du PFDVS pour le démarrage de la deuxième phase;
- ◆ l'animation d'un atelier de formation des cadres du PFDVS sur la méthodologie d'élaboration de projets en 1995. A cet atelier, il a été élaboré un programme de travail qui a permis d'identifier trois thèmes d'études dont l'un portant sur la Valorisation des Produits Maraîchers devrait être confié à ECOFIL. Cette étude n'a toutefois pas pu être réalisée faute de moyens au niveau de PFDVS;
- ◆ la sélection des villages à encadrer;
- ◆ le suivi-évaluation du programme.

De l'avis des responsables rencontrés, le programme semble satisfait de sa collaboration avec l'ECOFIL. Leur appréciation se fonde sur les résultats des prestations de ECOFIL qui ont permis de mieux connaître les villages et les exploitations agricoles encadrées et d'assurer de façon efficace le volet suivi-évaluation. Toutefois, ils ont tenu à signaler les difficultés rencontrées dans le temps avec la DPE pour le dépôt des rapports de consultation. Ces difficultés ont été résolues par l'ECOFIL.

Il faut signaler que le programme est presque au terme de sa deuxième phase d'exécution. Cette situation n'a pas permis aux responsables rencontrés de se prononcer de façon ferme sur une éventuelle collaboration avec ECOFIL. Néanmoins, des souhaits ont été formulés pour

l'exécution d'une troisième phase si cela venait à être négocié avec les partenaires. Il s'agit de:

- ◆ réaliser l'étude de base de cette troisième phase avec ECOFIL;
- ◆ confier l'évaluation du programme (études d'impact) à ECOFIL;
- ◆ confier à ECOFIL d'autres interventions ponctuelles comme l'animation des forums du programme, l'analyse des contraintes à travers des études spécifiques.

#### **2.4. L'Office du Niger (O.N)**

Restructuré en Mars 1994 en Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, l'Office du Niger, dans le cadre de la mise en valeur et du développement du Delta Central du fleuve Niger, a pour missions:

- ◆ la gestion de l'eau;
- ◆ la maintenance des aménagements;
- ◆ la maîtrise d'ouvrage déléguée pour les études et le contrôle des travaux;
- ◆ la gérance des terres;
- ◆ le conseil rural et l'assistance aux exploitants des terres aménagées en approvisionnement en intrants et matériels agricoles (Présidence de la République, 1994).

La participation de l'IER aux études sur la filière riz date du début du processus de libéralisation du marché de ce produit. Durant cette période, des études ont été confiées aux structures qui ont précédé l'ECOFIL. Après sa création, le programme ECOFIL a eu à conduire des études sur la filière riz commanditées par l'O.N. ou ses partenaires. Parmi celles-ci nous pouvons citer les études sur:

- ◆ l'Observatoire du marché du riz (1992);
- ◆ les coûts de production (plusieurs campagnes);
- ◆ l'effet de la dévaluation sur la filière riz;
- ◆ les décortiqueuses privées à l'O.N.;
- ◆ les sous-produits Agro-industriels.

De l'avis des responsables rencontrés, les études ci-dessus citées prennent en compte les aspirations d'investigations de l'O.N. sur la filière. Il faut noter que ces thèmes ont été retenus dans la plupart des cas de commun accord avec l'Office lors de la commission technique de ECOFIL tenue à Ségou.

En terme de résultats, les études successives sur les coûts de production ont permis aux agents d'estimer le prix de revient du paddy. Ce qui a favorisé subséquemment la mise en évidence de la surestimation des prix de vente proposés par les paysans (prix syndiqués). Les études sur les coûts de production ont aussi permis aux agents de l'office d'apprécier la marge bénéficiaire et le niveau des revenus des producteurs de paddy, le niveau d'utilisation des

intrants et technologies à travers des études socio-économiques réalisées par les agents de l'O.N..

L'étude d'impact de la dévaluation sur la filière riz, a permis de renforcer le pouvoir de négociation de l'Office face à ses partenaires, grâce à la justification de la forte rentabilité de la culture du paddy après la dévaluation. L'étude sur les sous-produits agro-industriels a permis de découvrir les potentialités d'intensification de l'élevage dans la zone. Une intensification de l'élevage à l'O.N. est de nos jours fortement souhaitée, car, elle permettra d'éviter la divagation des animaux qui est de nature à favoriser la dégradation des installations hydro-agricoles et un rendement accru sur les plans zootechnique et force de travail des boeufs de labour.

Considérant les grands changements intervenus au niveau de la filière riz, l'O.N. souhaiterait maintenir sa collaboration avec l'ECOFIL à travers des études pour être mieux informé du comportement du produit à différents niveaux de la filière.

## **2.5. Le Service Semencier National (SSN)**

Le Service Semencier National est une structure publique qui s'occupe de la certification et de la diffusion des semences améliorées mises au point par la recherche. Sa Direction est basée à Ségou avec des antennes installées à travers tout le pays.

La collaboration du SSN avec l'ECOFIL a porté principalement sur la réalisation de deux études:

- ◆ Etude d'impact de l'introduction de semences améliorées sur la production;
- ◆ Détermination du taux d'utilisation et d'adoption des semences améliorées par les paysans.

Le SSN se dit satisfait des prestations de ECOFIL. Les deux études réalisées ont permis aux responsables du SSN d'avoir une idée sur l'impact réel de l'introduction des semences améliorées sur la production agricole et sur le taux d'utilisation et d'adoption des semences. Toutefois, le souhait du SSN qui était d'aller au delà de ces deux études en terme de collaboration avec ECOFIL n'a pu être exaucé, faute de moyens financiers pour payer les prestations de ECOFIL.

Comme perspectives de collaboration avec ECOFIL, le SSN envisagerait de:

- ◆ poursuivre des investigations sur l'impact de l'introduction de semences améliorées sur la production agricole et les taux d'utilisation et d'adoption;
- ◆ faire le point sur l'état des lieux en ce qui concerne les semences maraîchères;
- ◆ faire participer tous les programmes de recherche de l'IER dont ECOFIL au projet de Programme Semencier qui sera financé par la Banque Africaine de Développement (BAD).

## **2.6. Le Centre Régional de Recherche Agronomique de Niono**

### **A. Le Programme Bovin**

Le Plan Stratégique de la Recherche a assigné des objectifs au programme bovin dans deux domaines qui sont l'accroissement de la production de la viande et du lait. Pour réaliser ces objectifs, le programme a défini des thèmes spécifiques de recherche. C'est ainsi que le programme bovin a travaillé en collaboration avec ECOFIL notamment dans la détermination de la rentabilité économique des rations alimentaires.

Le programme est satisfait des démarches méthodologiques utilisées dans les études et des résultats auxquels on a abouti. Cependant, il y a lieu de noter le retard qu'accusent les travaux et qui doit être corrigé si l'on veut atteindre des résultats performants.

### **B. Le Programme Riz Irrigué**

Le programme riz irrigué vise l'intensification de la riziculture à l'ON par la maîtrise des contraintes à la production. Pour atteindre cet objectif, la recherche se fixe les buts suivants:

- ◆ assurer une meilleure exploitation des superficies aménagées par le maintien et l'amélioration de la fertilité des sols, et la récupération des superficies dégradée par des méthodes de lutte efficaces et économiques;
- ◆ intensifier la riziculture irriguée par la mise au point des paquets technologiques susceptibles d'être adoptés par les paysans.

Ce programme et ECOFIL ont collaboré dans deux études portant sur les coûts de production et les petites décortiqueuses. Les liens de travail doivent être dynamisés compte tenu de la nécessité impérieuse de collaboration technique entre les deux programmes pour capitaliser l'expertise de ECOFIL dans la filière riz à l'Office du Niger.

### **C. Le Programme Système de Production et Gestion des Ressources Naturelles (ESPGRN)**

L'équipe Systèmes de Production et Gestion des Ressources Naturelles de la région de Ségou a été mise en place au Centre Régional de Recherche Agronomique de Niono en fin 1994. La mise en place de cette équipe et le démarrage de ses travaux font suite à une étude préliminaire menée conjointement par l'Institut d'Economie Rurale (IER) et le Centre International pour la Recherche Agricole orientée vers le développement (ICRA). Cette étude préliminaire a porté sur la dynamique d'évolution des exploitations agricoles en zone office du Niger.

Le programme du Pôle régional de recherche sur les Systèmes Irrigués (PSI) qui est une des composantes de l'ESPGRN/Niono a été créé en 1995 dans le cadre d'une collaboration entre l'IER et la CORAF, avec un financement du Fonds d'Aide de la Coopération du Ministère Français de la Coopération.

L'ESPGRN/Niono sert de courroie de transmission entre les différents programmes et le milieu paysan pour aboutir à une meilleure adoption des technologies conçues par les programmes. Elle est ainsi appelée à jouer un rôle d'interface entre les programmes de recherche "Produit" et les producteurs dans la compréhension des phénomènes socio-économiques et dans l'évaluation des performances des innovations techniques.

Les travaux de recherche et les informations collectées par l'ESPGRN dans la région de Ségou constitueront aussi une base de données qui serviront d'appui au programme économie des filières pour une meilleure connaissance des filières et une formulation générale des politiques de développement agricole.

#### **D. Les Programmes Mil, Sorgho et Niébé de la Station de Cinzana**

Le Programme Mil a pour mission de trouver des solutions appropriées aux contraintes de production du mil dans les différentes zones agro-écologiques du Mali. Il est au service du développement et du monde rural. Les produits du programme sont des technologies améliorées ou des alternatives de production pour lever les contraintes majeures de production.

Pour ce programme, les perspectives de collaboration avec ECOFIL sont énormes compte tenu de l'ambition de la recherche thématique. D'abord, il y a la prise en compte des aspects socio économiques dans la formulation des projets de recherche. Ensuite, ECOFIL doit s'investir dans le développement et le transfert de méthodologies de recherche dans le domaine du calcul des coûts de production et des impacts.

Il a été fait le constat d'absence d'invitation formelle de l'ECOFIL dans les réunions statutaires comme le Comité Régional Technique et le Comité Régional des Utilisateurs. La participation de ECOFIL à ces réunions est très pertinente et toutes les dispositions méritent d'être prises pour que l'aspect transversal de ECOFIL en tant que programme soit une réalité permanente.

### **2.7. *Le Centre Régional de Recherche Agricole de SIKASSO***

Le Centre Régional de Recherche Agricole de Sikasso comprend 6 programmes. Le programme riz de bas-fond et le système de production et de gestion des ressources naturelles (ESPGRN) sont les deux programmes qui entretiennent des relations avec l'ECOFIL.

#### **A. Le programme riz de bas-fonds**

Les objectifs de ce programme sont d'accroître la productivité du riz produit dans les bas-fonds, d'améliorer la productivité variétale, d'accroître les performances agronomiques et de soutenir la défense de culture

La collaboration entre ce programme et ECOFIL remonte à 1994. Les deux programmes ont mené conjointement des études dans le cadre des relations institutionnelles avec l'ADRAO. Celles-ci ont eu trait à:



- ◆ la détermination des coûts de production;
- ◆ la caractérisation et l'évaluation du système de production du riz de bas fonds;
- ◆ la caractérisation socio-économique des sites;
- ◆ l'étude de la filière pomme de terre.

Les chercheurs du programme riz de bas-fonds estiment être satisfaits de la collaboration avec ECOFIL. Les méthodologies de recherche adoptées ont permis d'atteindre des résultats scientifiquement bons. Il a été aussi constaté que le travail de ECOFIL a servi de modèle dans les autres pays du réseau de recherche sur la riziculture de bas-fonds notamment en Guinée.

En dépit de la satisfaction exprimée, le programme riz bas fond souhaite une collaboration plus étroite allant de la formulation jusqu'à l'exécution du projet jusqu'à l'exécution tout en intégrant les aspects socio-économiques. Aussi, la collaboration avec ECOFIL doit prendre en compte les autres étapes de la filière comme la transformation, la commercialisation et la consommation. La prise en compte de ces préoccupations satisfera du coup le desiderata de la Direction Scientifique d'intégrer dans les projets de recherche les aspects socio-économiques.

Il y a lieu de noter qu'en tout état de cause, il existe présentement au sein des équipes systèmes, des économistes agricoles pouvant prendre en charge certains aspects économiques à l'échelle de la parcelle et du village.

#### **B. L'équipe Système de Production et de Gestion des Ressources Naturelles (ESPGRN) :**

Le but principal de l'ESPGRN est de contribuer au développement équitable des systèmes de production agricole durables rémunérateurs. Il s'agit pour ce faire:

- ◆ de mettre en place des mesures techniques et institutionnelles qui contribuent au développement des systèmes de production durables et rémunérateurs;
- ◆ de développer des méthodologies de recherche des systèmes caractérisées par l'interdisciplinarité et la participation effective des paysans;
- ◆ d'institutionnaliser la communication interactive entre la recherche thématique, les paysans et le développement.

Les objectifs du programme ESPGRN constituent un tremplin idéal de collaboration avec ECOFIL. Deux formes de collaboration sont pratiquées. La première est un échange d'informations sur la base des données d'un suivi permanent des exploitations agricoles. La seconde se fait à travers les études conjointes. Le potentiel de collaboration entre les deux programmes est encore faiblement exploité. Sur la base du travail déjà accompli, l'ESPGRN se déclare très favorable à un renforcement de sa collaboration avec ECOFIL.

L'ESPGRN Sikasso est en train de formuler plusieurs thèmes de recherche qui impliqueront ECOFIL aussi bien dans leur élaboration que dans leur exécution. Au cours des discussions, il est apparu que ECOFIL ne reçoit pas d'invitation formelle pour participer aux rencontres statutaires du Comité technique régional et du Comité régional des utilisateurs des résultats de la recherche. Cette situation n'est pas normale et dénote que ECOFIL en tant que programme



transversal est quelque peu négligé. La nécessité de pallier cette lacune a été perçue et les modalités de l'invitation, selon le partenaire, seront établies dans les meilleurs délais.

## **2.8. « SENE YIRIWA SO » à Bougouni**

SENE YIRIWA SO est une Société de Développement rural créée en 1990 par des jeunes diplômés. La société est anonyme et s'occupe de l'auto-promotion et du développement intégré des communautés rurales.

Aussi, s'investit-elle dans:

1. l'étude, la conception, la programmation, la supervision, le suivi de l'exécution et l'évaluation de projets hydro-agricoles;
2. la gestion et la coordination de différents projets de développement rural. et l'évaluation de leur impact socio-économique et sanitaire;
3. la structuration des collectivités en « Ton » (Comité de développement ou de gestion au niveau du village);
4. l'animation rurale, l'alphabétisation (en langues nationales), la formation d'encadreurs ruraux;
5. la dynamisation des activités paysannes par la mise à disposition de techniques simples, et facilement maîtrisables;
6. l'appui aux activités et à l'organisation des femmes au sein de la collectivité villageoise.

SENE YIRIWA SO, le programme riz bas fond et ECOFIL ont mené des études conjointes. La première portait sur le « diagnostic rapide des sites de production » et la seconde qui est en cours se fait dans cadre du consortium riz-bas fonds.

SENE YIRIWA SO place des espoirs dans la collaboration avec ECOFIL dont elle critique cependant la faible diffusion des informations et le style timoré du marketing de sa recherche. La Société souhaiterait que son partenariat avec ECOFIL se renforce notamment en matière d'études conjointes. Elle voudrait recevoir aussi de ECOFIL des formations sur les méthodes de recherches (collecte et analyse des données).

## **2.9. Le Laboratoire de Technologie Alimentaire (LTA)**

Le LTA fait partie intégrante de l'IER et est chargé de la recherche sur les technologies de transformation ou de conservation des céréales, légumineuses alimentaires, fruits, légumes et produits d'origine animale. Ses objectifs sont d'appuyer les programmes d'amélioration

variétale en testant les qualités recherchées par les consommateurs, d'améliorer les technologies de transformation et d'appuyer la mise en place de ces technologies auprès des opérateurs privés.

Pour atteindre ces objectifs le LTA dispose de trois unités:

- ◆ l'unité Céréales et Légumineuses alimentaires;
- ◆ l'unité Fruits et Légumes;
- ◆ l'unité Produits d'origine Animale.

La collaboration du LTA avec l'ECOFIL est ancienne et variée. Elle a porté essentiellement sur:

- 1) la réalisation de l'étude Filière Maïs dont le volet technologie alimentaire a été confié au LTA;
- 2) la fabrication et l'acceptabilité de pain à partir de farine composée (adjonction de farine de maïs et de sorgho à la farine de blé) : l'appui d'ECOFIL est sollicité pour la détermination du prix de la farine, pour l'étude de la rentabilité de l'opération et pour les tests d'acceptabilité du pain par les consommateurs;
- 3) l'utilisation des sous-produits de la farine de sorgho;
- 4) l'appui à la formulation de projets.

La collaboration avec ECOFIL a donné entière satisfaction sur les sujets traités. Toutefois la disponibilité des chercheurs d'ECOFIL est trop limitée et ne permet pas d'établir tous les liens devant se tisser entre les deux équipes. On déplore l'insuffisance en ressources humaines d'ECOFIL, freine la mise en place de projets et l'installation d'acteurs privés (PME, PMI agro-alimentaires) appuyés par le LTA, les études technico-économiques et les études de marché étant indispensables avant toute installation d'un nouveau technologue-artisan.

Les perspectives de collaboration sont très nombreuses avec le LTA qui travaille sur de nombreux produits (17 céréales, 30 fruits et légumes, 12 produits d'origine animale). Si les technologies existent pour chacun de ces produits. Les études de faisabilité économique, de marché et des filières font surtout défaut.

Devant la nécessité de mener ces études et la disponibilité limitée des chercheurs d'ECOFIL, il est souhaité l'encadrement de stagiaires et thésards économistes par ECOFIL sur des problématiques liées aux produits valorisables par le LTA.

Le LTA projette définir ses priorités de recherche et programmer sa collaboration avec ECOFIL. Pour mener à bien sa mission, le LTA doit en outre être mieux équipé en matériel divers et mieux installé.

## **2.10. La Cellule de Planification Statistiques (CPS)**

La CPS est chargée pour le compte du MDRE de l'élaboration de stratégies de développement, de la détermination des politiques et de la planification des projets et programmes, ainsi que du suivi-évaluation et de la centralisation des données statistiques.

Tout comme les producteurs, transformateurs et commerçants de produits agricoles, la CPS est un utilisateur des résultats des travaux de ECOFIL. La CPS a besoin d'informations provenant de tous les maillons des filières pour pouvoir interpréter et réagir à toute perturbation affectant un produit. Ainsi la CPS collabore directement avec les grands organismes tels que l'Office du Niger, Sukala, la DNE, l'OMBEVI, etc.

Après la dévaluation, la CPS a bénéficié de notes sur l'effet de la dévaluation sur les principales filières: riz, bétail-viande. A ce jour, la CPS reste un utilisateur très modeste des compétences d'ECOFIL alors qu'elle pourrait être un utilisateur privilégié des travaux d'ECOFIL : la participation se limite à la collaboration au fonctionnement d'un logiciel de simulation de politique agricole dans le cadre du SIRPAO et à la participation à un comité sur l'harmonisation des données.

Les programmes de travail d'ECOFIL sont théoriquement connus (participation de la CPS au séminaire de programmation de la recherche à Ségou) mais dans la pratique, on ignore l'état d'avancement de ces travaux et la valorisation des résultats finals est insatisfaisante.

Pour résoudre ce problème il s'agit de redynamiser les relations entre les deux structures ce qui leur permettrait de participer à l'élaboration de leurs programmes respectifs.

Il semble que la CPS, dans son entendement, estime que le rôle de ECOFIL serait plutôt tourné vers le segment Production des filières agricoles et que son intervention dès lors devrait porter sur:

- ◆ la détermination des coûts de production;
- ◆ l'analyse des systèmes de production et leur promotion.

La CPS semble occulter ainsi le rôle pourtant dévolu à ECOFIL dans les autres segments en aval (commercialisation, transformation et consommation). La CPS s'investit dans le suivi et la collecte des informations sur les maillons aval et pense que des risques de double emploi existent à ce niveau entre les deux structures. Le rôle de la CPS devrait être l'établissement de stratégies à partir d'éléments opérationnels fournis par ECOFIL ou d'autres structures. En fait les travaux d'ECOFIL doivent servir à valider les chiffres tout au long de la filière avant de les donner à la CPS qui les confronte aux autres sources, pour ses réflexions stratégiques.

ECOFIL a mis au point des méthodes d'étude des filières (depuis l'étude maïs) qui peuvent être valablement mises en oeuvre pour l'étude d'autres filières comme celle du maraîchage périurbain (à laquelle ECOFIL n'a été associé qu'après la réalisation de l'enquête pilote par la CPS) ou pour répondre à la toute dernière demande concernant la filière Karité.

La CPS souhaite renforcer sa collaboration avec ECOFIL pour la fourniture de données fiables sur les filières. Lorsque le niveau politique (le Cabinet du MDRE) sollicite la CPS pour l'étude d'une filière nouvelle, l'institutionnalisation des relations CPS/IER devrait

permettre à la CPS d'interpeller directement ECOFIL pour répondre aux besoins en étude de cette demande. La co-programmation de ces études permettrait de prendre en compte les préoccupations des deux institutions pour faire des études complètes de nouvelles filières : coûts de production, quantité, qualité, flux, prix, transformation.

La formalisation de la transmission des informations entre les services est nécessaire, notamment en termes de poursuite et d'amélioration des échanges de documents pour la participation aux programmations annuelles des deux structures et lors de la finalisation de travaux de recherche.

### **2.11. L'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali (APCAM)**

Les Chambres d'Agriculture cherchent à faire prendre en compte les préoccupations du monde rural (tous leurs aspects), en positionnant les agriculteurs et les éleveurs comme des interlocuteurs incontournables dans les divers domaines qui les concernent.

Il n'y a pas de collaboration formalisée entre l'APCAM et ECOFIL. Toutefois, l'APCAM a participé en 1996 au Séminaire Atelier national sur la dévaluation organisé par ECOFIL et PRISAS, elle est donc partiellement informée des travaux menés sur les filières. Participant à différentes assises concernant le monde rural, APCAM et ECOFIL se retrouvent dans les mêmes commissions. L'APCAM a eu à travailler avec un stagiaire sur la filière banane avec l'appui d'ECOFIL.

L'APCAM est sollicitée par des acteurs nationaux ou étrangers pour des renseignements et informations sur de nombreuses filières et est actuellement désarmée pour répondre à ces questions. L'APCAM veut donc se lancer dans le suivi de certaines filières (lieux de production, état des stocks, prix...) dont le travail de terrain serait réalisé par les Chambres Régionales, la centralisation des informations et leur traitement s'effectuant à l'APCAM.

L'APCAM est donc très intéressée à collaborer avec ECOFIL et envisage discuter avec les élus des Assemblées Régionales le cadre de concertation approprié pour cette collaboration. La collaboration pourrait porter sur le suivi des filières (méthodologie, collecte, type de données, traitement, centralisation...) et la participation à l'élaboration des programmes d'activités lors des Assemblées Consulaires et Assises.

Dans l'immédiat, pour pallier les carences relevées, il est proposé:

- ◆ d'échanger les informations disponibles;
- ◆ d'initier une première rencontre technique entre les deux structures.

### **2.12. L'ex-Institut Polytechnique Rural de Katibougou, transformé en IFRA/IPR, Institut de Formation et de Recherche Appliquée**

L'IFRA/IPR est une institution régionale de formation supérieure qui abrite 1800 étudiants dont 7 % proviennent de 10 pays étrangers. Il a pour mission de former d'une part des techniciens supérieurs (bac + 2) et d'autre part des ingénieurs (bac + 5 dont trois ans de

spécialisation à l'IPR après deux ans en faculté des sciences et concours d'entrée). Deux missions nouvelles ont été données à l'IFRA/IPR : la mission de formation continue et la mission de développement à la base.

La collaboration entre ECOFIL et IFRA/IPR est active et déjà formalisée dans deux volets:

- ♦ la recherche;
- ♦ l'encadrement d'étudiants.

Pour le volet recherche, un chercheur de l'IFRA/IPR (en thèse) est suivi et encadré par le PRISAS dans une étude de l'impact de la dévaluation sur la consommation alimentaire à Bamako. Cette étude est menée au sein de ECOFIL.

Annuellement, 5 étudiants de l'IFRA/IPR sont encadrés par ECOFIL. Par ailleurs, ECOFIL est associé au Département de Recherche en sciences économiques et sociales de IFRA/IPR pour la définition de son programme.

Des problèmes de logistique (insuffisance de véhicules, manque d'ordinateurs) entraînant des retards dans le traitement des données, ont été relevés à certains moments. La bonne qualité de l'encadrement des stagiaires par les chercheurs a été soulignée par l'IPR.

La collaboration avec les enseignants peut être améliorée en mettant à la disposition de ceux-ci les résultats de recherche d'ECOFIL afin de leur permettre d'enrichir leurs cours. Des exposés aux étudiants peuvent être animés par les chercheurs d'ECOFIL sur des thèmes particuliers. Tout un travail de collaboration avec ECOFIL est à entreprendre sur l'installation des jeunes, l'entrepreneuriat agricole (PME, PMI agro-alimentaires) et la professionnalisation de l'agriculture. Les thèmes de stage sont actuellement proposés par l'IER/ECOFIL mais il serait souhaitable qu'ils le soient d'une manière plus concertée afin de mieux répondre aux impératifs des deux structures et des intéressés (chercheurs, professeurs et étudiants).

## CHAPITRE III: EVALUATION DES ACTIVITES DU PROGRAMME ECOFIL

### A. *Evaluation des acquis de la recherche*

Les visites de terrain et autres interviews des acteurs de base ont permis à l'équipe d'évaluation de constater que les résultats des recherches entreprises par ECOFIL sont pour une large part utilisés par les partenaires. A titre d'exemples, on peut noter que:

1. les recherches sur les coûts de production ont facilité les analyses de marché céréalière au niveau du SIM;
2. les études de base et d'impact réalisées par ECOFIL pour le compte du PFDVS/Ségou ont permis à cette structure de mieux connaître les villages encadrés et les exploitations agricoles qui composent ces derniers et d'assurer de façon efficace le volet suivi-évaluation;
3. les études successives sur les coûts de production ont permis aux agents de l'Office du Niger (O.N.) d'estimer le prix de revient du paddy. Ceci a favorisé subséquemment la mise en évidence de la surestimation des prix de vente proposés par les paysans (prix syndiqués). Les études sur les coûts de production ont aussi permis aux agents de l'Office de définir la marge bénéficiaire afin d'estimer le niveau des revenus des producteurs de paddy, le niveau d'utilisation des intrants et technologies à travers des études socio-économiques réalisées par les agents de l'O.N.;
4. au niveau du Service Semencier National les deux études réalisées par ECOFIL ont mis en évidence l'impact réel de l'introduction des semences améliorées sur la production agricole et sur le taux d'utilisation et d'adoption des semences;
5. la collaboration avec ECOFIL a permis à « Séné Yiriwasso » de bénéficier d'un certain transfert de compétence et une meilleure maîtrise de la problématique de production du riz dans les bas-fonds;
6. la collaboration entre ECOFIL et IFRA/IPR a également secrété des acquis dans le domaine de la formation par l'encadrement de 5 étudiants par an par les chercheurs de ECOFIL et le suivi d'un enseignant/chercheur de l'IFRA/IPR (en thèse).

### B. *Qualité Scientifique et Pertinence des Activités en cours d'Exécution*

L'économie des filières est le domaine le plus récent de recherches appliquées entreprises par l'IER. Si la décision de retenir ce programme est prise dès 1993, les projets de recherche y afférent ne sont identifiés qu'en janvier 1995, approuvés par la Commission Scientifique en juin 1995 et mis en oeuvre à partir d'août 1995. Ce retard de plus d'une année et demie dans

le démarrage effectif des projets de recherche propres au programme ECOFIL est essentiellement imputable à des problèmes de financement.

A cela il convient toutefois d'opposer une implication préalable de l'IER, à travers son ex-Département Planification Agricole et Economie Rurale (DPAER), dans l'application de l'approche filière à l'analyse des opportunités et contraintes relatives au développement des produits agricoles et alimentaires. En effet, le DPAER a entrepris et réalisé en 1992-93 une étude d'envergure sur la filière maïs au Mali sur financement USAID-PRMC, avec l'appui scientifique et technique de Michigan State University (MSU) et du Programme Régional de Renforcement Institutionnel en matière de recherches sur la Sécurité Alimentaire au Sahel (PRISAS) de l'Institut du Sahel (INSAH). Au-delà de la portée et de l'utilisation de ses résultats pour les politiques et les technologies favorables à l'essor de la filière maïs, cette étude pilote sert depuis sa réalisation de référence méthodologique en matière de recherche en économie des filières. Les outils de conceptualisation et de planification des études économiques par l'approche filière développés dans le cadre de cette étude ont été largement vulgarisés par le PRISAS/INSAH et font, depuis 1994, l'objet d'une application adaptée à une série de 22 études d'impact de la dévaluation du franc CFA sur l'investissement, la productivité et la compétitivité de filières agricoles et alimentaires stratégiques dans 7 pays de la sous-région (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Sénégal et Tchad).

Cet itinéraire historique suggère qu'avant l'insertion officielle du Programme ECOFIL à l'IER, les chercheurs responsables de ce domaine ont bénéficié d'une exposition raisonnable aux méthodes et aux outils de planification et d'analyses de l'approche filière. En effet, un séminaire d'initiation tenu en décembre 1993 à Sotuba exposait un éventail pluridisciplinaire de chercheurs de l'ensemble de l'IER à l'approche développée dans le cadre de l'étude pilote de la filière maïs. En outre, les mêmes méthodes et outils de planification et de programmation ont été appliqués à l'identification lors d'un atelier en janvier 1995 à Ségou, et à l'élaboration des quatre projets de recherche retenus pour les trois premières années du Programme ECOFIL.

Les projets de recherche retenus ayant fait l'objet d'un fort investissement préalable en termes de collaboration scientifique pluridisciplinaire et inter-institutionnelle, sont non seulement pertinents quant à leur choix par rapport aux priorités de développement agricole, mais aussi de bonne qualité dans leur conception et leur élaboration. D'un point de vue scientifique, les insuffisances et imperfections se recensent plutôt au niveau de la réalisation des projets de recherche conçus, élaborés et approuvés.

Démarrées en 1996, sans financement les activités de suivi-léger des filières coton, bétail/viande, arachide, niébé, riz, sorgho, pomme de terre, ont permis de faire le point des connaissances pour chacune d'entre-elles. Ce suivi, à notre avis, a caractère plutôt lourd que léger, devra déboucher sur un choix de critères pertinents pour l'établissement d'un suivi léger annuel.

### **C. *Analyse du Système de Programmation et de suivi-évaluation de la recherche***

La trajectoire suivante est celle de toute programmation de recherche dans le cadre du PNRA:

- ◆ identification des thèmes de recherche;
- ◆ élaboration de projets de recherche;
- ◆ soumission au comité de programme de l'IER;
- ◆ soumission des projets ainsi retenus à la commission scientifique de l'IER;
- ◆ soumission des projets à nouveau retenus à la commission financière du CNRA.

En ce qui concerne les études s'inscrivant dans le cadre de la collaboration avec d'autres structures, l'évolution est la suivante:

- ◆ travaux de terrain (enquêtes et interviews);
- ◆ traitement et analyse des données;
- ◆ rapport provisoire (faisant l'objet d'observations);
- ◆ rapport final (restitution des résultats).

Les études ne sont retenues qu'en fonction des activités des chercheurs.

Apparemment, les études "hors-projets de recherche", par leur nombre, leurs budgets et les rapports produits, occupent plus de 50% des énergies des chercheurs du Programme ECOFIL. Ceci pourrait constituer à la fois un risque et un avantage pour le Programme. D'un côté, le risque apparaît à deux niveaux:

- ◆ les chercheurs n'auraient plus suffisamment de temps pour se consacrer aux activités de recherche du PNRA;
- ◆ la récupération probable des chercheurs par des structures tierces offrant des meilleures conditions de travail.

Les chercheurs du Programme trouvent une plus forte motivation et se réfugient professionnellement dans la réalisation des études collaboratives ou commanditées par des institutions et organisations autres que l'IER. De l'autre côté, le fait-même des multiples sollicitations des chercheurs de l'ECOFIL pour ces "autres études" est un bon indicateur de leur performance.

Ceci pose la problématique d'une budgétisation optimale du temps et des compétences des chercheurs du Programme, ainsi que de leur condition. A cet effet, il convient, de bien conceptualiser le positionnement des produits anticipés des activités de recherche en économie des filières dans ce que l'on pourrait appeler une "fonction de production de décision" d'acteurs des secteurs public et privé. A titre d'exemple, une décision relative à une politique ou une mesure de promotion de la compétitivité du riz malien et prise en Conseil des Ministres sur proposition du Cabinet du Ministre du Développement Rural et de l'Environnement, pourrait se baser sur une étude commanditée et financée par la Cellule de Planification et de Statistiques de ce Ministère et réalisée par le Programme ECOFIL de l'IER. Il pourrait en aller de même pour des acteurs-décideurs privés et associatifs dont la demande serait exprimée de façon suffisamment claire pour une collaboration formelle du Programme.

L'exemple de la CPS n'est du reste pas fortuit, dans la mesure où le Programme ECOFIL jouit d'un avantage comparatif réel pour répondre largement aux besoins en études que



pourraient requérir la planification et le suivi des programmes, projets et politiques relevant des compétences de la Cellule. Aussi est-il souhaitable, pour la stabilité du Programme, de veiller à éviter une compétition sous-optimale de la part de services qui ne sont pas créés pour mener des études proprement-dites par la formalisation de relations de coopération/collaboration contractuelles entre ceux-ci et l'ECOFIL.

**D. Analyse du Système d'information et de valorisation des résultats de la recherche: publications scientifiques ou destinés aux services de développement**

Le constat du cadre d'évolution actuel de ECOFIL a mis en évidence non seulement un manque de publication des résultats de recherche dans les revues scientifiques, mais également un manque de moyens de publication (temps de rédaction des articles, mise en relation par la Direction Scientifique des chercheurs avec les revues étrangères, etc.).

Cependant, dans le cadre des réseaux collaboratifs, un accent particulier a été mis sur la publication des résultats de recherche. Ainsi, l'ICRISAT se propose de publier très prochainement les résultats de l'étude d'impact de la recherche sur le mil/sorgho. Par ailleurs, l'IFDC doit publier les articles des différents chercheurs dans une revue scientifique. Enfin, le PRISAS, se propose de trouver un mécanisme de valorisation et de diffusion des résultats des études concertées sur les effets de la dévaluation du franc CFA sur les filières de Production.

Pour ce qui est de la valorisation des études commanditées par les services de développement, ECOFIL élabore des rapports d'études qui sont envoyés aux différents partenaires. Les résultats de ces études servent en premier lieu leurs commanditaires. Des copies des différents rapports sont par la suite envoyées à la Direction Générale et Scientifique et au Service de Documentation Information et Publication (SEDIP) de l'IER.

**E-F. Analyse du cadre de collaboration de ECOFIL avec les institutions (nationales et étrangères) et Relations Chercheurs -Utilisateurs**

**Collaboration avec les Programmes de Recherche sur les Plans National, Sous-Régional et International**

Au sein de l'IER, pratiquement tous les autres programmes de recherche ont participé à l'élaboration des projets de recherche l'ECOFIL. De façon formelle ou informelle, il existe un courant continu d'échanges entre l'ECOFIL et ces autres programmes en matière de:

- discussion des approches méthodologiques des différentes études et de définition des échantillons d'enquêtes;
- collecte de données secondaires auprès des différents programmes;
- discussion des résultats d'études dans le cadre de différents forums.

Hors de l'IER, le programme Economie des filières a développé des relations de collaboration effective avec des instituts de recherche et des universités sur les plans national, sous-régional et international. Dans la plupart des cas, l'IER est lié à ces organismes soit par des protocoles d'entente ou des conventions de collaboration.

Au niveau national, le cadre global qui lie l'IER aux structures de formation et de recherche universitaire a pour objectifs de:

- développer et améliorer la gestion des travaux de recherche dans un cadre de concertation ;
- former le personnel à la gestion aussi bien scientifique qu'administrative.
- favoriser les échanges d'expertises, d'expériences, d'informations et de résultats.

Dans cet esprit, le Programme ECOFIL participe activement à l'encadrement des travaux de mémoire des étudiants de l'IPR (5 étudiants par an), l'ENA (2 étudiants par an).

Par ailleurs, les chercheurs de l'ECOFIL fournissent des appuis en matière de formation (cours d'économie rurale) à l'ISFRA et participe régulièrement aux soutenances de mémoires des étudiants de fin de cycle de l'IPR et de l'ENA. Ces chercheurs participent également à des travaux de recherche de l'Ecole Nationale de Médecine sur le paludisme et la schistosomiose dans la zone de l'Office du Niger.

Il convient de noter également à ce chapitre que le Programme ECOFIL est membre du groupe consultatif du **Système d'Information du Marché céréalier (SIM)**, qui, sans être une structure de recherche proprement-dite, s'investit fortement dans des analyses de prix et des marchés des produits des filières céréalières. Ici, les chercheurs de l'ECOFIL participent à la définition et à l'élaboration des outils de collecte des données; assistent aux différentes réunions d'examen et d'adoption des différents rapports du SIM. Le Programme reçoit en retour et de façon régulière les données publiées et les différents rapports produits par le SIM.

Aux plans sous-régional et international, une collaboration appréciable est observée notamment avec les institutions suivantes:

#### **Institut du Sahel (INSAH)**

Le Programme ECOFIL travaille en étroite collaboration avec l'Institut du Sahel à travers le PRISAS dans le cadre de la sécurité alimentaire. Ainsi, Le PRISAS a été étroitement impliqué dans les activités du programme ECOFIL pour la conception et l'exécution de l'étude filière mais aussi bien dans sa phase reconnaissance rapide (1992) que sa phase d'analyses approfondies (volet consommation/transformation, 1993).

En outre, l'ECOFIL est, depuis 1994, le Coordinateur National des études concertées du PRISAS/INSAH de l'impact de la dévaluation du franc CFA sur les revenus et la sécurité alimentaire en Afrique de l'ouest. Le PRISAS, par des bourses de recherche accordées aux chercheurs de la sous région et par des ateliers régulièrement tenus sur différents thèmes a

créé un cadre de concertation régionale entre les chercheurs ECOFIL et ceux d'autres SNRA, ainsi que les utilisateurs des résultats de recherche et les structures d'encadrement du développement rural dans la sous-région.

### **ICRISAT et INSAH**

Ces deux structures ont assisté financièrement et méthodologiquement le programme dans la conception et la réalisation des études d'impact économique de la recherche, avec l'appui scientifique de l'Université Purdue (USA). Une étude de cas pour le mil et le sorgho a été réalisée dans ce cadre.

### **ADRAO**

Le programme ECOFIL participe comme membre du groupe d'action sur l'économie du riz. Les chercheurs de différents pays se réunissent annuellement au sein de ce groupe pour échanger et discuter les résultats des projets financés par l'ADRAO. Au cours de ces rencontres les approches méthodologiques et la formation des chercheurs sur des thèmes spécifiques occupent une place de choix.

### **I.F.D.C.**

Le programme a piloté pour le compte de l'IFDC l'étude sur la production, la consommation et la commercialisation des engrais au Mali. Plusieurs partenaires (programmes et structures publics de développement, acteurs privés) ont pris part à cette étude. Actuellement le Programme est membre du Réseau AFTMIN.

### **Michigan State University et Purdue University.**

Ces deux universités Américaines ont appuyé le Programme et participé à ses travaux dans le domaine de la sécurité alimentaire en général et de l'analyse des filières de production en particulier. Ces appuis portent sur l'assistance en matière méthodologique et analytique, l'encadrement de travaux d'étudiants (dans les deux sens) et la formation de longue durée (Master of Sciences. et Doctorate of Philosophy) des chercheurs du Programme ECOFIL.

### **CIRAD**

L'ECOFIL a participé à la réalisation de travaux collaboratifs entrepris par le CIRAD sur les premiers effets de la dévaluation sur la filière riz irrigué au Mali. Le Programme a assuré dans ce cadre l'encadrement d'un étudiant du CIRAD et contribué à l'élaboration des projets de recherche. Depuis lors se sont instaurés des échanges d'information entre les deux structures.

### **Relations avec les Structures de Développement et les Utilisateurs**

Le programme ECOFIL apporte un appui méthodologique en matière de suivi et d'évaluation des projets. En outre, il a mis en place d'importantes bases de données au niveau de certaines structures, notamment :

- le projet zone lacustre Niafunké;
- le projet fonds de développement villageois de Ségou;
- le projet de Réhabilitation de Baguinéda;
- l'opération Parc National de la Boucle du Baoulé;
- l'office Riz Ségou;
- certaines ONG et Associations Villageoises.

Au niveau plus global du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement (MDRE) et de ses Services rattachés, on note une participation effective du Programme effective:

- aux travaux préparations du plan d'action du MDRE;
- aux travaux de mise en oeuvre du plan d'action (CAMOPA);
- au processus de mise en place d'un Réseau genre et développement au MDRE;
- à diverses réunions techniques du Ministère;
- aux travaux collaboratifs de la CPS sur la sécurité alimentaire au Mali.

Dans le cadre de sa collaboration aussi bien avec les structures et organismes de développement et les utilisateurs nationaux qu'avec les institutions sous-régionales et internationales de recherche, le programme Economie des filières attire d'importants financements (voir tableau ci-dessous). En effet, les études prospectives que réalise le Programme indiquent les enjeux et les défis à lever par la recherche et le développement, entraînant une meilleure implication des bailleurs de fonds dans le financement des actions à mener. Par ailleurs les études d'impact permettent de convaincre les partenaires financiers de la pertinence des technologies générées par la recherche. Il s'en suit que les activités du programme ont une forte implication dans la définition des priorités de développement.

Sans porter préjudice aux activités normales de recherche, les prestations de services du Programme ECOFIL doivent être mieux réglementées pour créer un cadre réel de motivation pour les chercheurs et permettre une meilleure génération de ressource pour l'IER. Une telle option pourrait être examinée par rapport à:

- l'exploitation des bases de données créées et entretenues par le Programme;
- la vente de certains documents produits; et
- une meilleure motivation des chercheurs (honoraires ou primes).

**Tableau 3.1. Budget des Etudes Collaborative Réalisées par le Programme ECOFIL/IER**

ANNEE	INTITULE	BUDGET (FCFA)
1994	Pratique d'amélioration des sols (KIT)	4.500.000
	Etude schéma Directeur Tamani (ORS)	1.534.000
	Etude sur le Marketing des fertilisants (IFBC)	11.394.650
	Etude de base programme fonds	
	Dév.villageois Ségou (FIDA)	11.000.000
	Etude filière maïs (MSU-PRMC)	16.995.000
	Etude filière maïs (extension)	5.585.000
	Appui Suivi évaluation PFDVS	1.038.000
	SOUS-TOTAL 1	52.046.650
1995	Evaluation d'impact station Cinzana (CIBA)	5.680.000
	Etude de base OPNBB	8.030.000
	Etude organisations paysans ON (BNDA)	8.077.130
	Etude agro socio-écon.zone lacustre Niafunké	3.000.000
	appui suivi PFDVS	1.038.000
	Etude Ajustement structurel (WWf)	14.800.000
	Etude sur effet deval.ON CIRAD)	10.000.000
	PRISAS	9.036.000
	SOUS-TOTAL 2	59.661.130
1996	Etude ADRAO (caract.bas-fond)	2.400.000
	Etude zone lacustre Nianfunké	2.180.000
	Etude impact mil sorgho (ICRISAT/IER/INSAH)	6.000.000
	Etude semences améliorées (ICRISAT)	1.000.000
	Etude financement durable recherche (INSAH)	1.300.000
	Actualisation Etude IFDC sur les fertilisants	800.000
	Etude impact niébé (NSAH)	1.120.000
	Etude socio-éco. PRB	4.999.500
	Etude technico-éco.expl.irriguées	1.762.060
	Etudes PRISAS (effets dévaluation)	7.360.000
	Etude ADRAO/Ecole de Médecine(paludisme)	10.000.000
	Etude PRISAS (complément plus investissements)	9.800.000
	SOUS-TOTAL 3	48.721.560
1997	Etude d'impact dévaluation sur les filières bétail/viande, riz et sur la consommation urbaine	13.700.000

**Source:** ECOFIL/IER, 1997.

**G. Analyse de la Stratégie de collaboration entre ECOFIL et les Programmes thématiques pour prendre en compte l'aspect socio-économique dans les activités de recherche**

Actuellement, nous constatons qu'il n'existe aucune plate-forme de collaboration structurée entre ECOFIL et les Programmes thématiques quant à la prise en compte de la dimension socio-économique dans les activités de recherche. A l'évidence, une telle lacune porte préjudice à la portée même des résultats transférés sur le terrain. Car les thématiciens ne doivent pas s'arrêter au stade de recommandation de solutions seulement juste sur le plan technique de production. Faute de calcul économique complet, relatif aux essais, on constate souvent que le paysan préfère appliquer telle ou telle autre stratégie de production pourtant écartée par le thématicien. C'est la preuve que le paysan agit en économiste familial avisé. Aussi, convient-il que désormais ECOFIL, avec l'appui des équipes ESPGRN prennent des dispositions pour la stratégie suivante:

le transfert progressif aux thématiciens de méthodes simples d'analyse économique mettant en exergue un processus de calcul des coûts de production et d'impact. Dans la partie Recommandations du présent document, nous proposons d'autres volets d'action sur lesquels pourrait s'appuyer une stratégie cohérente de collaboration susceptible de pallier de façon relativement rapide cette lacune.

**H. Examen du fonctionnement de la structure et analyse de son incidence sur la performance des chercheurs**

Les insuffisances et imperfections observées au niveau des activités de ECOFIL sont, pour une bonne part, attribuables à des problèmes de financement. Il convient de noter tout d'abord que le démarrage en août et septembre 1995 des 4 études inscrites au programme souffre d'un retard de 2 à 3 mois. A ce retard vient s'ajouter la contrainte que le budget global proposé pour les 4 projets de recherche selon leur élaboration initiale a été amputé de 37% lors de l'approbation financière des projets (voir tableau ci-dessous).

**Tableau 3.2.: Ajustements des Budgets des Projets du Programme ECOFIL (1995-97)**

PROJETS DE RECHERCHE	(1) BUDGET PROPOSE	(2) BUDGET APPROUVE	REDUCTION (2/1)
Systèmes de production rizicole	31.408.500	18.938.125	39,7%
Effet des petites décortiqueuses de riz	8.244.750	5.701.000	39,9%
Commercialisation produits vétérinaires	9.018.750	5.630.625	37,6%
Production et distribution des sous-produits agro-industriels	9.300.000	6.194.000	33,7%
<b>TOTAL</b>	<b>57.972.000</b>	<b>36.463.750</b>	<b>37,1%</b>

**Source:** Programme ECOFIL

Cette coupe budgétaire ne s'est pas suivie d'amendements conséquents dans les objectifs et activités initialement prévus pour les projets. C'est par conséquent dans la réalisation des projets que s'opèrent des ajustements imposés par la contrainte budgétaire, soit par voie de circonscription spatiale des études (cas du projet sur les performances des différents systèmes rizicoles) ou par réduction de la taille des échantillons couverts et de la supervision des enquêteurs lors de la collecte des données (cas des projets de recherche sur les petites décortiqueuses de riz et les circuits de commercialisation des produits vétérinaires).

Au-delà des conséquences indésirables de la restriction budgétaire globale s'exercent d'autres pesanteurs qui entravent l'expression maximum de la compétence des chercheurs et la qualité de leurs travaux. Il s'agit notamment de lenteurs dans la mobilisation des fonds du Programme logés dans le compte de la Direction Générale de l'IER. Les fréquentes tensions de trésorerie au niveau de ce compte à fonctions multiples rendent souvent indisponibles les ressources financières programmées pour la réalisation en temps réel des activités de recherche pourtant programmées à l'avance dans les projets. Ceci se traduit par des retards dans les enquêtes et les missions de supervision et de collecte de données, au point que les enquêteurs basés à l'Office du Niger pour l'étude des petites décortiqueuses de riz ont dû être retenus et payés pendant un mois additionnel, faute de liquidités pour les désintéresser à l'échéance de la période normale de leur prestation de services.

En outre, la fixation administrative du nombre de jours de mission à un maximum de 5 par mois et par chercheur entrave l'exécution correcte des activités de recherche de terrain programmées selon des plans méthodologiques et des approches opérationnelles conçus, élaborés et approuvés au préalable.

L'appréciation de la qualité des activités en cours du Programme ECOFIL doit, enfin, tenir compte des difficultés et insuffisances notoires en matière d'équipement (surtout informatique) et de logistique (disponibilité, état et fonctionnement de véhicules). Le Programme n'a jusqu'ici bénéficié d'aucune dotation propre en véhicules et matériel informatique neuf et continue à évoluer uniquement avec de vieux véhicules, meubles et micro-ordinateurs (largement obsolètes) hérités d'anciens projets des années 1990-93. Seul un micro-ordinateur de type Pentium-166Mhz acquis en novembre 1996 par le biais de la collaboration avec le PRISAS/INSAH est capable de gérer les banques de données et d'utiliser les logiciels récents de traitement de données qu'exigent les analyses des projets de recherche du Programme ECOFIL.

C'est ainsi qu'en plus des retards imposés aux phases d'enquêtes et de collecte de données de terrain par les problèmes de mobilisation de fonds et de moyens logistiques, les saisies et traitements de données, les analyses et la production de rapports souffrent considérablement de l'insuffisance de matériel informatique. Aussi, les rapports définitifs ne sont-ils disponibles pour aucun des 4 projets de recherche démarrés en Août-Septembre 1995. Seuls existent des rapports d'étape faisant uniquement cas de résultats des phases exploratoires des projets (reconnaitances rapides) ou d'analyses partielles des données primaires générées par les enquêtes du Programme. Explicitement, cela se traduit comme suit pour les 4 projets de recherche retenus:

Performances des différents systèmes de production rizicole: Les enquêtes bouclées en mars 1996 couvrent certains bas-fonds de la zone Mali-Sud sans s'étendre aux systèmes de production par submersion; un rapport d'étape est produits en mars 1996; les données d'enquête sont saisies depuis mai 1996, mais faute de leur traitement et leur analyse approfondie, le rapport final prévu pour août 1996 reste encore à produire.

Effet des petites décortiqueuses sur la compétitivité du riz: Les enquêtes sont circonscrites à la zone de l'Office du Niger; les données d'enquêtes sont saisies, traitées et en phase d'analyse pour la production d'un rapport final. Il est toutefois à regretter que, faute d'une mobilisation financière adéquate pour assurer une supervision rigoureuse du travail des enquêteurs, certaines données ne sont pas suffisamment fiables pour permettre des investigations plus poussées, telles que des analyses économétriques des déterminants des performances techniques et financières des différents types de décortiqueuses. Cependant, la compétitivité réelle se mesure finalement par le choix que fait le consommateur sur tel ou tel produit. Il choisit en fonction de différents critères de « qualité » et du prix. Une enquête complémentaire de consommation semble donc nécessaire pour mieux cerner la compétitivité du riz avec une notion de qualité à définir suivant les consommateurs (ruraux ou urbains, nationaux ou étrangers, etc.).

Efficacité des circuits de commercialisation des produits vétérinaires: Démarré en septembre 1995, ce projet a vite passé sa phase de reconnaissance rapide et produit un rapport de mission, un rapport d'étape des résultats de la reconnaissance rapide et une note méthodologique pour les enquêtes de suivi au niveau des acteurs. Cependant, faute d'équipements et de maîtrise des outils informatiques, les données de ces enquêtes terminées depuis avril 1996 sont saisies et traitées et en phase d'analyse pour la production du rapport final. N'étant pas en possession de ce rapport, on ne peut présumer de ses conclusions, mais on peut formuler des recommandations sur les résultats à offrir et déjà estimer que des études complémentaires sont nécessaires pour réellement évaluer l'efficacité des circuits de commercialisation des produits vétérinaires:

a) les performances des filières identifiées devrait être étudiées comparativement sur quatre critères:

- le prix rendu éleveur avec la formation de ce prix le long des différents maillons de la filière. On doit pouvoir mesurer quel est le taux de multiplication du prix entre le prix départ laboratoire sans remise et le prix de vente éleveur (passe t-on de 1 à 1,5 ou de 1 à 2,5);
- la proximité du médicament par rapport à l'éleveur (zones couvertes par la distribution et densité du cheptel, zones délaissées, adéquation entre le cheptel à couvrir et les sources d'approvisionnement en produits);
- la permanence de la disponibilité des produits (stocks disponibles, rupture de stocks, problèmes saisonniers, etc.);
- la qualité des produits suivant les filières.



b) la performance globale du système de distribution doit principalement s'évaluer par le taux de couverture des besoins et non pas seulement par le chiffre d'affaires réalisé dans les filières. Les besoins devront donc être estimés par des enquêtes complémentaires portant sur les dépenses annuelles en produits vétérinaires des exploitations des différents systèmes d'élevage en présence ( intensif, sémi-intensif péri- urbain, extensif, etc.).

Diagnostic du circuit de production et de distribution des sous-produits agro-industriels: Ce projet souffre du plus grand retard, dans la mesure où seules les enquêtes exploratoires (reconnaissance rapide) ont été bouclées à cette date.

L'équipe d'évaluation ne saurait se prononcer d'une manière très ferme sur la qualité scientifique des produits des activités entreprises sur la seule base des rapports d'étapes produits de façon rapide, provisoire et, souvent, sans révision subséquente de leur première version par les chercheurs du Programme. Toutefois, les plus avancés des rapports disponibles offrent, dans une large mesure, des produits intermédiaires qui, suite à un bon travail de révision et d'édition, pourraient être éligibles pour fins de publication. Du point de vue de la forme, il s'agirait surtout d'une bonne relecture afin de purger ces documents de fautes et incorrections, d'en améliorer le plan et style rédactionnels. Sur le fond et d'une manière générale, il importe que les chercheurs du programme accordent une attention plus poussée à l'interprétation des résultats d'analyses des données d'enquête. En effet, certaines conclusions au niveau de nombre de rapports sont soit ambiguës ou sujettes à caution lorsqu'elles sont confrontées aux résultats chiffrés qui sont supposés les soutenir. En outre, dans leur champ de recherche appliquée qui recoupe plusieurs domaines disciplinaires et professionnels, les chercheurs en économie des filières se doivent de relever un défi complémentaire de maîtrise d'un minimum d'expressions consacrées dans les sphères des disciplines et des professions concernées par leurs différents projets de recherche.

En fait, les insuffisances de ce dernier ordre trouvent largement leur explication dans les lacunes en matière de stratégie de formation de perfectionnement et de remise à niveau continue des chercheurs. En effet, tous dotés d'une formation universitaire de niveau DEA et "Master of Science" (M.S.), les sept chercheurs du programme ne bénéficient jusqu'ici d'aucune formation intensive de courte durée pour acquérir et maîtriser les techniques et outils méthodologiques et analytiques qui ne cessent d'être développés et renouvelés. Ceci est particulièrement vrai pour les 5 économistes agricoles du programme dont un seul possède une bonne maîtrise en matière de traitement et d'analyses informatiques de données économiques. Le Programme est encore dépourvu d'un économiste ayant une formation confirmée du niveau du Doctorat, ce qui reste une lacune importante à combler pour assurer une assise et une reconnaissance solides en matière de recherche scientifique.

D'une manière globale, la gestion de la carrière des chercheurs du Programme ECOFIL reste problématique et, à moins d'y prêter une attention particulière, porteuse de risque d'instabilité des cadres du Programme. Ces cadres, en majorité économistes, sont fortement sollicités par différentes initiatives professionnelles dans le contexte généralisé du besoin de suivi et d'évaluation de l'impact de l'ajustement structurel et des réformes de politiques économiques, comme en témoigne le nombre élevé (plus d'une douzaine) d'autres études commanditées ou collaboratives réalisées par le Programme depuis 1994. Totalisant des financements qui

s'élèvent parfois jusqu'à 95% du budget des projets de recherche propres au Programme (voir tableau suivant). Ces études sont généralement réalisées dans les délais impartis.

**Tableau 3.3.: Budgets ECOFIL (en millions de francs CFA) sur les trois dernières années**

	1995	1996	1997	TOTAL
1. ETUDES:				
* Etudes PRISAS	9,0	13,6	13,7	36,3
* Investissement: Achat Ordinateur	-	3,7	-	3,7
* Sous total Etudes PRISAS	9,0	17,3	13,7	40,0
2. AUTRES ETUDES	50,6	32,7	-	83,3
* Sous total toutes Etudes	59,6	50,0	13,7	123,3
3. RECHERCHES PNRA:				
* Quatre études	3,2	7,8	25,4	36,4
* Etudes d'impact	-	-	28,6	28,6
* Sous total PNRA	3,2	7,8	54,0	65,0
Pourcentage du budget alloué aux études hors PNRA	95%	86%	20% (1er trim.)	-
Pourcentage du budget alloué aux études PNRA	5%	14%	80% (1er trim.)	-

**Source:** Données ECOFIL

## CHAPITRE IV: CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

### 1. FORMATION

Il apparaît urgent de mettre sur pied une politique de formation visant à réaliser les points suivants au profit des chercheurs d'ECOFIL :

- Former les chercheurs à la maîtrise des outils d'analyse : auto formation au sein d'ECOFIL avec appui du SIM.

- Faire un inventaire des besoins de formation ( courte durée et longue durée) exprimés par les chercheurs et le chef de programme:

- \* courte durée: traitement des données ( Dbase, SPSS...) pour finaliser certaines études en cours comme l' étude d'élevage sur les produits vétérinaires. Sur le plan pratique, le planning de travail du seul spécialiste en traitement et analyse d'ECOFIL devrait être modulé officiellement pour assurer cette formation interne;

- \* longue durée: formation doctorante en économie.

- Ventiler ces besoins de formation auprès des partenaires potentiels.

- Faire un programme de formation en économie des chercheurs thématiciens à l'instar de l'actuel programme de formation Genre et Développement.

- Transférer aux thématiciens des méthodes simples d'analyses économiques dans les domaines:

- \* du calcul des coûts de production;

- \* du calcul d'impact;

- \* des méthodes d'analyses économiques des essais agronomiques et zootechniques ( méthode CIMMYT, méthodes CRAWFORD). Cette analyse est demandée par les chercheurs de Cinzana. Une seule équipe ECOFIL de 7 chercheurs ne peut traiter les aspects économiques de tous les projets de recherche des thématiciens de l'IER même si les économistes du SPGRN sont impliqués localement.

Cette formation de base minimale des thématiciens en économie et leur association aux économistes des SPGRN régionaux permettrait de mettre en application le **principe de subsidiarité** (tout ce qui peut être traité à la base doit se faire à la base) qui responsabilise la base et décharge ECOFIL. Dans la plate-forme de collaboration ainsi suggérée et qui devra être l'objet d'un débat approfondi, les chercheurs auraient à appréhender jusqu'à quel point précis, un thématicien gagnerait, pour l'efficacité de son travail au profit du paysannat, à maîtriser quelques notions d'économie.

## **2. VALORISATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS DE RECHERCHE**

Tout comme les autres structures similaires de la sous - région, il conviendrait qu'ECOFIL soit en phase avec les impératifs modernes de la recherche en ce qui concerne la valorisation et la diffusion des résultats. Ainsi, la structure devra - t - elle tenter à court terme de:

- Etablir et diffuser la liste des travaux de recherche annuels auprès de leurs partenaires (thèmes de recherche, rapport, bulletin, actes de séminaire.....);
- Faire des publications dans des revues scientifiques chaque fois qu'un travail de synthèse est réalisé;
- Créer un bulletin interne de liaison aux fins de diffusion des méthodologies et résultats de recherche.

## **3. FINANCEMENT ET FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME ECOFIL**

### *1. Gestion Financière des programmes de ECOFIL*

Les retards dans les travaux de recherche paraissent plus ou moins imputables au fait qu'un compte bancaire plutôt conjoint (Direction/ECOFIL) existe contrairement aux autres programmes qui ont leur autonomie financière. Cette pratique fait supporter à ECOFIL des tensions de trésorerie (sur les quatre programmes de 1996 le programme d'étude de la distribution des sous produits alimentaires n'en est encore qu'à ses débuts).

### *2. Motivation des chercheurs*

Compte tenu de la faiblesse de motivation des chercheurs, le risque de départ vers des structures aux traitements plus substantiels plane sur ECOFIL. Au demeurant, il se révèle de plus en plus que la demande en agro économistes compétents est beaucoup plus forte que dans n'importe quelle autre spécialiste (26 chercheurs sur 120 ont quitté l'IER en 1996). Pour éviter cette évolution prévisible, la mission recommande:

- de faire fonctionner le statut EPA dans toutes ses dimensions, y compris celles de générer des ressources propres;
- de budgétiser des études en incluant les honoraires des chercheurs ( à moduler suivant le demandeur: coût gratuit ou marginal pour des études inter structures au sein du Ministère et coût modulable pour des études pour institutions internationales et ONG);
- de négocier la part des frais généraux de la Direction et la part des chercheurs sur la base d'un contrat de prestation de service dans le cadre de projets qui ont généré ces ressources financières, afin de motiver les dits chercheurs;

- à l'instar des autres programmes, il conviendrait d'accorder à ECOFIL l'autonomie de la gestion financière de ses programmes par alimentation d'un compte ECOFIL en respectant les prévisions budgétaires proposées par elle (investissement et fonctionnement);
- Compte tenu du caractère transversal et national de ECOFIL ( par rapport aux autres programmes qui sont thématiques et régionaux, excepté ESPGRN), les missions de terrain limitées à cinq jours par mois sont complètement inadaptées. Les distances entre les villes, les sites de production, l'accessibilité des divers terroirs constituent des contraintes et non des moindres qui confèrent à ce délai de 5 jours un caractère totalement inapproprié pour des investigations réelles sur le terrain par les chercheurs.

#### **4. RELATIONS AVEC SES PARTENAIRES**

Afin d'améliorer les relations internes et externes d'ECOFIL, la présente mission d'évaluation recommande:

- d'assurer la participation d'ECOFIL:

en amont: aux rencontres et séminaires régionaux, nationaux et internationaux;  
 en aval : aux Comités Régionaux des Utilisateurs des résultats de la recherche et aux Comités Techniques Régionaux tant pour y présenter les résultats que pour y recevoir les demandes des utilisateurs et formuler de nouveaux thèmes de recherche;

- d'instaurer une plate-forme de collaboration ECOFIL/ESPGRN et Chercheurs thématiciens;
- d'assurer une certaine cohérence dans les recherches économiques par une bonne coordination entre ECOFIL ( travaillant au niveau macro mais aussi régional et local ) et les économistes de ESPGRN;
- de permettre aux chercheurs d'ECOFIL de transférer désormais des notions d'économie aux thématiciens afin d'accroître l'efficacité réelle de leurs travaux.

#### **5. LES NOUVELLES ORIENTATIONS**

Si les thèmes de recherche sont normalement issus des comités de programmation ou résultent des demandes formulées par les partenaires éventuels, il n'en est pas moins vrai que les constats de terrain réalisés par les chercheurs peuvent constituer de nouveaux champs d'exploration.

A l'étape actuelle de son évolution, ECOFIL devrait aborder les thèmes si dessous afférent au développement rural et dont la non - maîtrise constitue des goulets d'étranglements quasi permanents:

- Problématique du crédit agricole dans les différentes filières en agriculture et élevage, types de garanties, bénéficiaires, taux ....;

- Aspect épargne et crédit: interaction entre le marché à bétail et le marché financier;
- Prise en compte de l'intégration spatiale des marchés ( notamment sur la filière riz ) : formation du prix du riz du producteur au consommateur, fluctuations saisonnières, mécanismes cyclique de rétention des stocks, proposition de politiques en conséquence....);
- Loger et intensifier les études d'impact à ECOFIL : impact de fin de projet, impact économique sur une filière, impact régional ou national d'une activité ou d'une mesure ( taxation, autorisation d'importation d'un bien ) impact d'activités économiques sur l'environnement;
- Initier une double évolution de la recherche thématique :économie et "genre";
- Inclure les aspects économiques dès le passage en milieu réel;
- Prendre en compte effectivement l'approche "genre" dans les programmes de recherche pour le développement.

A titre d'exemple dans la filière riz de bas-fonds qui est presque exclusivement menée par les femmes, les chercheurs thématiciens interpellés par les économistes sur les coûts de production ont initié des méthodes de semis en ligne et de sarclage permettant de passer de 60 Hommes jour/ha à 30 afin de rendre cette filière plus compétitive. Cependant, les femmes ne sont guère encadrées dans les bas-fonds!! Thématiciens et ECOFIL doivent donc non seulement prendre la tournure d'esprit Genre mais la communiquer aux structures chargées de la vulgarisation par une diffusion judicieusement ciblée de leurs travaux de recherche ( PNVA et Projets );

- ECOFIL en collaboration avec LTA et IPR de Katibougou doit aider à lever les contraintes dans la transformation des produits, établir les conditions d'une bonne rentabilité économique et en faire la démonstration auprès d'éventuels promoteurs;
- ECOFIL doit alléger et systématiser le suivi léger par filière en mettant à la disposition des utilisateurs des banques de données qui seront régulièrement mises à jour et des bulletins de conjoncture périodiques.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

### I. Documents de base du Programme et notes sur les projets de recherche

Programme Economie des filières - Janvier 1994

Recherche filière et utilisation de la matrice de planification Avril 1996

Rapport de campagne 1995/96

Rapport annuel 1995

Rapport d'activités 1996

Rapport d'étape sur la caractérisation et la compétitivité des systèmes rizicoles de Bas-fonds Avril 1996

Rapport préliminaire sur "l'effet de l'introduction des différents types de décortiqueuses sur la compétitivité de la filière riz Février 1996

Note méthodologique sur "Etude du circuit de commercialisation des produits vétérinaires Novembre 1995.

Rapport phase de reconnaissance rapide "Etude du circuit de commercialisation des produits vétérinaires Octobre 1995.

Rapport d'étape Etude du circuit de commercialisation des produits vétérinaires Novembre 1995.

### II. Etudes réalisées de 1994 à 1995

1. Les associations pastorales et la gestion des ressources naturelles - Septembre 1994
2. Etude d'impact de la Station de Recherche Agronomique de Cinzana en milieu paysan Octobre 1994
3. Les premiers effets de la dévaluation du franc CFA sur la filière riz irrigué au Mali - Septembre 1995
4. Etude socio-économique pour l'aménagement de la plaine de Holarkharé - Juin 1995.
5. Coûts de production et rentabilité des systèmes de culture à base de riz en zone Mali-Sud - Mars 1995.
6. Etude agro-économique du projet Gestion Améliorée des ressources de la Bio-diversité de la Boucle du Baoulé - Octobre 1995

7. Etude Filière maïs : Projet de rapport final - Février 1995
8. Etude Agro-Socio-Economique de base pour la deuxième phase du Projet Fonds de Développement Villageois de Ségou - Janvier 1995
9. Etude ajustement structurel et développement durable : cas du Mali : 1994.
10. Etude de la commercialisation des fertilisants au Mali-Mars 1994

## **II. Etudes réalisées en 1996**

11. Etude agro-socio-économique de base pour la deuxième phase du projet de Développement de la zone lacustre Niafunké - Mars 1996
12. Evaluation du test production et consommation du pain à base de farine composée (blé, maïs) - Avril 1996
13. Coûts de production du riz paddy et revenus des producteurs dans la zone de l'Office du Niger deux ans après la dévaluation - Juin 1996
14. Etude Technico-économique des exploitations irriguées privées dans le District de Bamako et la région de Koulikoro - Mai 1996
15. Etude sur les organisations paysannes à l'Office du Niger - Juillet 1996 :  
- Analyse des caractéristiques  
- Synthèse de chaque zone (5 rapports de zones).
16. Analyse économique de l'impact de la recherche sur le sorgho et le mil au Mali - Juin 1996
17. Incidence de la dévaluation du franc CFA sur le comportement des producteurs de coton dans les régions CMDT de Sikasso et Koutiala - Octobre 1996.
18. Effets de la dévaluation du franc CFA sur la filière Bétail et viande bovine - Novembre 1996
19. Effets de la dévaluation du franc CFA sur la filière Pomme de terre - Novembre 1996
20. Rapport de synthèse sur la filière viande Bovine
21. Rapport de synthèse sur la filière coton
22. Rapport de synthèse sur la filière Pomme de terre
23. Gestion de la fertilité des sols au Mali - Novembre 1996



24. Programme spécial pour la production vivrière en appui à la sécurité alimentaire - Document 1 et 2.
25. Potentiel agro-alimentaire du Mali- Novembre 1996
26. Evaluation du transfert de technologie réalisées par la station agronomique de Cinzana.

### **III. Suivi léger des filières (1996)**

27. Indicateurs Economiques de la filière Bétail/viande - Août 1996
28. Indicateurs macro-filières Fruits et légumes - Décembre 1996
29. Suivi léger de la filière riz au Mali - Juillet 1996
30. Indicateurs Economiques de la filière coton - Août 1996
31. Suivi-léger de la filière Arachide/niébé - Avril 1996.
32. Développement Stratégies for Maize in Mali: Using a Commodity Subsector: Perspective to Increase the Impact of Agricultural Research and Developement, November 1994.



# **ANNEXES**

## **ANNEXE 1:      LISTE DES PERSONNES RENCONTREES:**

### **SIM:**

1. Salif B. DIARRA, Chef de la Cellule

### **PRISAS:**

1. Josué DIONE, Coordinateur du Programme;
2. James TEFFT, Associé de Recherche;
3. M'Baye YADE, Associé de Recherche.

### **PFDVS:**

1. Fatogoma DIARRA, Directeur du Programme;
2. Cheick KAMATE, Responsable de la section Suivi-évaluation.

### **L'O.N:**

1. Boubacar SOW, Directeur Général Adjoint;
2. Illias GOURO, Responsable de la Direction Aménagement et Développement Rural;
3. Oumarou BERTHE, Responsable Suivi-Evaluation;
4. Soumeïla KINDO, Représentant de la Commission Régionale des Utilisateurs (CRU).

### **SSN:**

1. Seydou KEITA, Directeur Général;
2. Chiaka COULIBALY, Chef de la Division Appui à la Vulgar. et la Production Agricole;
3. Sirassé CISSE, Chef de la Division Suivi-Evaluation;

### **CRRA DE NIONO:**

1. Adama COULIBALY, Programme Mil SRA Cinzana;
2. Amadou TRAORE, PRI/ Niono;
3. Bangaly CISSE, Programme fruits et légumes;
4. Yenizié KONE, ESPGRN/Niono;
5. Daouda KONE, ESPGRN/Niono;
6. Sériba Ousmane KATILE, Programme Sorgho PI;
7. Zoumana KOUYATE, Chef Programme Niébe/SRA Cinzana;
8. Yacouba COULIBALY, Programme Bovin/Niono;
9. Joseph M. DAKONO, Programme Ressources Forestières;
10. Amadou Diadié CISSE, Directeur du CRA.

**CRRA DE SIKASSO:**

1. Kariba COULIBALY, D/pi CRRA Sikasso;
2. Moro TRAORE, Programme Riz bas-fond/CRRA/Sikasso;
3. Abdoulaye HAMADOUN, Programme CRRA/Sikasso;
4. Hamady DJOUARA, ESPGRN-Sikasso;
5. Mme DIARRA Aminata DOUCOURE, ESPGRN-Sikasso;
6. Moulaye I. SANGARE, ESPGRN/Sikasso;
7. Mamadou SIMPARA, Programme Riz de bas-fond;
8. Fousseyni CISSE, Programme Riz bas-fond;
9. Bakary TRAORE, Programme Riz bas-fond;
10. Mohamed GAREYANE, Aménagiste ESPGRN/Sikasso;
11. Baba FOMBA, ESPGRN/Sikasso.

**SENE YIRIWASSO A (BOUGOUNI):**

1. Mahamoud TOURE, Aménagiste.

**LTA:**

1. Mme CISSE Oumou TRAORE, Chef du LTA;
2. Mme BERTHE Aïssata BENGALY, Nutritionniste;
3. M. Djibril DRAME, Ingénieur technologue;
4. M. SOUFIANA A. MAÏGA, Biochimiste.

**LA CPS:**

1. M. Souleymane DIALLO, Directeur Adjoint de la CPS;
2. M. Abou DOUMBIA CPS/MDRE.

**L'APCAM:**

1. M. Mahamet KEÏTA, Secrétaire Général de l'APCAM;
2. M. Abdramane BOUARE, Secrétaire Général Adjoint.

**L'IPR DE KATIBOUGOU:**

1. M. Issa DEMBELE, Chef d'exploitation IPR;
2. M. Belco TAMBOURA;
3. M. Kassim SINGARE;
4. M. Zan BAGAYOKO;
5. M. Soumaïla DIARRA;
6. M. Daouda T. DIARRA.

**ECOFIL**

1. M. Ousmane SANOGO, Chef du Programme;
2. M. Lamissa DIAKITE, Chercheur;
3. M. Moctar TRAORE, Chercheur;
4. M. Youssouf Siaka KONE, Chercheur;
5. M. Dramane MARIKO, Chercheur;
6. M. Alpha Oumar KERGNAN; Chercheur;
7. Mme SISSOKO, Naminata DEMBELE, Chercheur;
8. M Siratigui DIALLO, Chercheur.

**IER**

Dr Oumar NIANGADO, Directeur Général;  
Dr Bino TEME, Directeur Scientifique;

**CNRA**

M. Seydou Idrissa TRAORE, Secrétaire Exécutif .

## **ANNEXE 2:      Programme d'Evaluation ECOFIL**

### **Samedi 15/03/97**

10h - 13h: Prise de contact avec l'IER, le CNRA et ECOFIL

### **Dimanche 16/03/97**

Lecture de la documentation

### **Lundi 17/03/97**

Lecture de la documentation

### **Mardi 18/03/97**

8h - 9h: Brève présentation du Programme

9h - 14h: Visite Système d'information du Marché céréalière et PRISAS

16h: Départ pour Ségou (coucher)

### **Mercredi 19/03/97**

9h - 13h       : Visite  
Programme Fonds de Développement Villageois Ségou  
Service Semencier National  
Office du Niger

14h - 16h     : Visite  
SRA/Cinzana  
coucher (Ségou)

### **Jeudi 20/03/97**

7h 00         : Départ pour Niono

9h 00 - 16h 00   : Visite  
CRA - Niono  
ESPGRN/Niono  
Programme Bovin  
Programme Riz Irrigué

17h 00 : retour à Ségou (coucher)

**Vendredi 21/03/97**

7h 00 : Départ pour Sikasso

12h 00 - 16h 00 : Visite

ESPGRN  
Programme Bas-fond  
CRA  
Coucher Sikasso

**Samedi 22/03/97**

7h 00 : Départ pour Bougouni

11h 00 - 16h 00 : Rencontre Sényiriwasso

17h 00 : retour à Bamako

**Lundi 24/03/97**

8h - 14h : Laboratoire de Technologie Alimentaire  
CPS  
APCAM

**Mardi 25/03/97**

Visite: Institut Polytechnique Rural de Katibougou

**Mercredi 26/03/97:**

Entretien avec les équipes de recherches et le Chef du programme ECOFIL

**Jeudi 27 au Vendredi 28/03/97:**

Rédaction du rapport d'évaluation

**Samedi 29/03/97:**

Préparation de la restitution  
Restitution devant L 'IER, CNRA et l'ECOFIL

**Lundi 31/03/97:**

Finalisation du rapport de mission